

EN ROUTE POUR LE Sud



LE JOURNAL DE SUD ÉDUCATION DES PYRÉNÉES-ORIENTALES ET DE L'AUDE

Gilets jaunes : du mouvement populaire à la grève générale

Christopher Pereira

Voilà trois semaines maintenant que le mouvement des Gilets Jaunes agite nos ronds-points, nos rues et notre actualité. Trois semaines également qu'il agite nos débats au sein même de SUD éducation 66-11. Or, nous pouvons convenir que, sans savoir où mènera ce soulèvement populaire, la vitalité de nos échanges est déjà, en soi, quelque chose de positif. Cela faisait bien longtemps que nos boîtes mail n'avaient pas autant vibré entre adhérent·e-s, proposant aux uns et aux autres leurs témoignages, leurs réflexions, leurs propositions. Cette vitalité provient aussi de nos désaccords, de nos hésitations, de nos doutes.

En effet, les Gilets Jaunes, de façon paradoxale, nous divisent tout en nous unissant. Dans un premier temps, il s'agit d'un mouvement inattendu dans un contexte, pourtant, d'insatisfaction généralisée. C'est un mouvement difficile à définir et à identifier. Est-il infiltré par l'extrême-droite, l'extrême-gauche ? Quels en sont les représentants ? Quelles sont les revendications claires pour lesquelles il faut lutter ? Compliqué de répondre à cette question, car nous ne sommes pas en train d'assister à un mouvement social « traditionnel » mais plutôt à un soulèvement¹. Ce flou organisationnel déstabilise les méthodes syndicales que nous connaissons bien tout en les réinterrogeant

NOUS PROPOSONS
À TOUS LES SYNDICATS
DE S'ENGAGER DANS UNE

GRÈVE GÉNÉRALE



SOMMAIRE

Édito - Gilets jaunes : du mouvement populaire à la grève générale.....	1
Vidéo : la CASA del EN.....	3
En France, les étudiants étrangers interdits d'étudier.....	4
« Énergie jeunes », une association reconnue d'utilité... pour le patronat !.....	5
Après les élections, la lutte continue !.....	7
« Voilà une classe qui se tient sage ! ».....	8

Permanences tous les lundis

Local Solidaires 66

4 bis, avenue Marcelin Albert

66000 Perpignan

☎ 06.84.89.01.17

✉ 66-11@sudeducation.org

🌐 www.sudeducation66.org

"EN ROUTE POUR LE SUD"

Journal trimestriel

édité par Sud Education 66-11

3, impasse San Gil - 66000 Perpignan

et imprimé par Routage Catalan

58, avenue de Rivesaltes

66240 Saint-Estève

n° 59 - Sept. - Oct. - Nov. 2018

ISSN 2427-5026

n° de CPPAP : 0918 S 06756

Dépôt légal : à parution

Directeur de publication : Benjamin Garcia

L'ÉQUIPE SYNDICALE :

- Nicolas Pierre (déchargé)
- Marc Anglaret (déchargé)
- Héléna Molin (déchargée)
- Patrice Bégnana
- Michel Benkemoun
- Patrick Billard
- Anne-Julie Borne
- Nina Castellarnau
- Raphaël Desalle
- Matthieu Faure
- Roxane Harington
- Francis Maury
- Anne Pagès
- Christopher Pereira
- Emmanuel Peroy



au regard de moyens d'actions populaires bien plus efficaces. Et c'est peut-être là une première réflexion que l'on doit tenir pour l'avenir de nos luttes.

Dans un second temps, ce mouvement attire également. En effet, il y a quelque chose de l'ordre de la fascination dans cette capacité de mobilisation, dans ces mouvements d'action parfois violente, dans la mise en branle, finalement, du peuple qui se réunit, qui échange, qui débat, qui décide et qui agit. L'idée de démocratie directe est même avancée ! Certes, il peut y avoir certains écueils, des erreurs... Mais au moins y a-t-il des tentatives et de l'expérimentation. Cette dernière est indispensable dans un mouvement de contestation de l'ordre établi et, déjà elle enrichit le mouvement. Les revendications, que l'on pouvait critiquer au début comme une volonté d'un meilleur accès à une société de consommation sans la critiquer, ont évolué pour rejoindre, justement, une critique plus globale de la société en réclamant finalement ce qui nourrit toutes les contestations : plus de justice sociale pour un avenir un tant soit peu acceptable. Et c'est justement dans cette perspective d'avenir que la revendication environnementale est tout à fait présente dans le mouvement des Gilets Jaunes.

Enfin, dans un troisième temps vient la question de l'action syndicale en lien avec les Gilets Jaunes. Si ces derniers paraissent, de prime abord, anti-syndicats, cette méfiance se fait

à l'égard, semble-t-il, des organisations majoritaires qui, par leur politique réformatrice constante, donnent une sensation de trahison au peuple. Toujours est-il que nombre de camarades sont également présent-e-s sur les ronds-points et que, parmi les Gilets Jaunes, certains souhaitent justement une convergence des luttes. N'oublions pas qu'historiquement SUD éducation s'est construit notamment par défiance à l'égard des grandes organisations syndicales. C'est un point commun ! Alors, rejoindre ou non ? Les débats au sein de notre liste d'adhérent-e-s furent féconds et montrent le caractère profondément démocratique de notre syndicat. Si un consensus n'a pas pu être trouvé en assemblée générale, c'est néanmoins avec une large majorité de voix que SUD éducation 66-11 soutient l'appel de Solidaires à rejoindre le mouvement des Gilets Jaunes. De plus, nous avons, à l'unanimité, appelé à construire les moyens d'une grève générale. En effet, doit-on le rappeler, SUD éducation est un syndicat de lutte pour la transformation sociale et si nous voulons «une autre école», c'est parce que nous voulons «une autre société».

C'est donc dans cette perspective de lutte, finalement, que nous souhaitons nous inscrire, car il n'y a pas d'autres mots : les Gilets Jaunes sont en lutte pour plus de justice sociale. Certaines positions sont encore à éclairer, notamment sur l'immigration. À nous, alors,

d'apporter notre point de vue. L'indifférence de notre profession, en salle des profs, est consternante. Les résultats aux dernières élections professionnelles, avec seulement 40 % de participation et la hausse constante du SNALC, montrent bien la droitisation de nos collègues. Face à cela, la terrifiante répression des lycéens de Mantes-la-jolie (lire l'article page 8), tout comme les terribles violences policières lors des manifestations, doivent nous faire réagir. Dans cette optique, SUD éducation a désormais déposé un préavis de grève du 10 au 31 décembre permettant de protéger les camarades et collègues désireux de rejoindre le

mouvement. De même, la fédération SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mettre massivement en grève le vendredi 14 décembre contre les réformes Blanquer et pour la justice sociale. Il est temps d'agir afin de construire une grève massive, unitaire et prolongée pour faire plier le gouvernement. ■

¹ Lordon Frédéric, « Fin de monde ? », dans son blog du Monde Diplomatique, le 5 décembre 2018. <https://blog.mondediplo.net/fin-de-monde> (consulté le 9 décembre 2018).

La CASA del EN

Retrouvez notre vidéo sur la page Facebook de SUD éducation 66-11 !



Qui est cette mystérieuse « Perpi », qui en a marre de n'être qu'un NUMEN ?
 À quoi vont servir les 5 milliards d'euros de cet étrange « Professeur » ?
 Qui se cache derrière ces masques de Dali ?
 La DSDEN cédera-t-elle aux revendications de ces braqueur-euse-s prêt-e-s à tout ?
 Vous le saurez (peut-être) en regardant le premier épisode de notre mini-série « La CASA del EN »...



En France, Les étudiants étrangers interdits d'étudier

Emmanuel Peroy



Lundi 19 novembre 2018, Edouard Philippe annonçait la hausse des droits d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers extra-communautaires (c'est-à-dire originaires de pays non membres de l'Union Européenne) à partir de la rentrée 2019. « De toute façon, ils augmentent chaque année. Alors... », c'est la première réflexion que l'on ferait face à une telle annonce, sauf que, cette fois-ci, cette augmentation concerne uniquement les étudiants étrangers hors UE et pas les autres et qu'elle est plus que substantielle. À partir de septembre 2019, ces étudiants paieront 2770 euros par an pour s'inscrire en licence, contre 170 euros aujourd'hui, et 3770 euros par an pour un master ou un doctorat, contre respectivement 243 et 380 euros, soit une augmentation d'un peu plus de 1629 % pour une licence, 1551 % pour un master et 992 % en doctorat !

Edouard Philippe justifie cette hausse dans son allocution du 19 novembre qui s'intitule : Stratégies d'attractivité pour les étudiants internationaux ! C'est véridique ! Voir pour cela le site du gouvernement¹, où on peut suivre l'intervention du premier ministre en vidéo et où il est écrit : « le Premier ministre a rappelé l'objectif poursuivi par le Gouvernement d'**accroître le nombre d'étudiants étrangers en France et de renforcer le rayonnement de l'enseignement supérieur français à l'étranger.** » Si, si, vous avez bien lu ! Le premier ministre devra quand même nous expliquer comment il arrive à ces deux objectifs en augmentant aussi drastiquement les frais d'inscription des étudiants étrangers !

L'objectif est pourtant clair. En instituant cette mesure, le gouvernement entend n'accepter en France que des étudiants fortunés des Émirats, de Chine ou peut-être des fils d'oligarques russes. Finie la venue d'étudiants africains, sud-américains ou asiatiques qui osaient quitter leur pays pendant plusieurs années pour acquérir des compétences,

suivre une formation avant de retourner chez eux pour faire partager leur expérience à leurs compatriotes. Encore une fois, le gouvernement choisit le parti des riches contre celui des pauvres. Encore une fois, ce sont les populations les plus pauvres de la planète qui vont en souffrir. Et, ne nous y trompons pas, le premier ministre dit bien qu'il veut privilégier « l'excellence » : excellence des diplômes, excellence des résultats riment, dans son vocabulaire, avec excellence de richesses. Nous le voyons d'ailleurs depuis le début du quinquennat : le pauvre n'a plus sa place dans la France macronienne, encore moins quand il est étranger (cf. les renvois de familles entières dans leur pays d'origine parce qu'indésirables en France car étrangères).

SUD éducation, qui s'est toujours battu et continuera toujours à se battre pour le plus petit, pour le pauvre, pour les minorités, condamne avec la plus grande fermeté ce parti pris idéologique scandaleux. Nous ne pouvons cautionner de tels agissements qui ne sont pas dignes du pays qui se dit encore celui des « droits de l'homme ». Nous devons combattre avec la plus grande fermeté ce genre de mesures ignobles et scandaleuses, qui malheureusement ne font que se répéter depuis un an et demi.

SUD éducation, pour une autre école, pour une autre société, celle où tous les étudiants qui le veulent pourront faire leurs études où ils le veulent dans un pays ouvert à l'autre et solidaire.. ■

¹ <https://www.gouvernement.fr/partage/10703-strategie-d-attractivite-pour-les-etudiants-internationaux>

« Énergie jeunes », une association reconnue d'utilité... pour le patronat !

Christopher Pereira



Il est neuf heures du matin dans cette classe de cinquième banale d'un collège REP+. Les élèves sont assis en demi-cercle et ne comprennent pas très bien ce qui se passe. Il faut dire qu'on n'a pas non plus vraiment demandé son avis au professeur. La veille, il a été prévenu qu'une association, « Énergie Jeunes », allait intervenir dans son heure de cours. Le but de cette association ? « Apporter un appui efficace pour motiver et remotiver les élèves¹ ». Mais les motiver à quoi ? Et qui sont-ils ?

Quand on veut, on peut... ou la culpabilisation de l'élève

Deux retraités, anciens chefs d'entreprise, s'activent autour de l'ordinateur. Les élèves, calmes, montrent de la bonne volonté. Soudain, la vidéo se lance. Une voix masculine, à la CNN, égraine des mots sur une succession d'images sans qu'on ne saisisse très bien de quoi il en retourne. De temps en temps, on demande aux élèves de donner leur avis avec des cartons de couleur. Puis vient l'histoire de Patrick censée motiver les élèves.

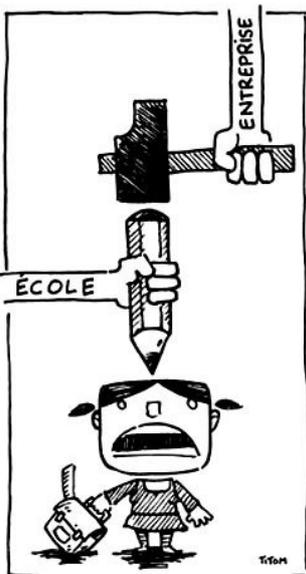
Patrick Bourdet a eu une enfance très difficile, « avec trois adultes alcooliques et très violents, dans une cabane sans eau ni électricité, perdue en pleine forêt² ». Autrement dit, petit jeune de REP+, de quoi te plains-tu ? Il y a bien pire que toi ! « Patrick a acquis, grâce au football, un mental de battant ». Tu vois, toi aussi, tu joues au football, tu as un point commun. Et n'oublie pas, dans la vie, il faut se battre, car le plus fort gagne et tant pis pour ceux qui restent sur la touche ! « Patrick a poursuivi ses études et exerce aujourd'hui un métier qui le passionne. Son travail de lutte contre le cancer lui a même valu de recevoir une distinction de l'ancien président américain Bill Clinton ». Donc tu vois, si tu le veux vraiment, juste par tes propres moyens, tu peux même devenir riche et rencontrer le président des States... Ça te fait pas rêver, ça ? La morale de cette histoire ? « Tout le monde a sa chance, même quand on fait face à de grandes difficultés³ ».

L'idéologie prônée par ce genre de propos pose problème à plusieurs égards. Tout d'abord, elle fait

porter tout le poids de son avenir à l'enfant qui, rappelons-le, n'a qu'une douzaine d'années. Le rendant seul responsable de sa réussite, il devient également seul coupable de ses échecs. Outre la culpabilisation terrible que cela peut impliquer d'un point de vue psychologique, cette vision exclut toute analyse politique et critique de la société. Quel est le rôle de la société dans la reproduction des inégalités ? *Quid* des apports de Bourdieu et de l'influence des capitaux culturels, familiaux, économiques, dans la réussite des élèves ? Mais aussi, dans un second temps, quelle est la vision de la réussite véhiculée par Énergie Jeunes, celle d'une réussite personnelle qui ne passe que par la réussite professionnelle ?

Développer la culture d'entreprise... ou le Medef à l'école

L'association Énergie Jeunes a été créée en 2009 par le cabinet de conseil en management et formation en entreprise Korda & Partners. Philippe Korda est avant tout un homme d'affaires. En ce sens, il sait manier la *novlangue* entrepreneuriale chère à l'idéologie capitaliste néolibérale dominante. Ainsi ne faut-il pas lire « Former des citoyens sans esprit critique pour les rendre malléables à toute exploitation économique » mais « développer chez chaque élève des habitudes simples d'autodiscipline⁴ ». Ou encore, ce n'est pas « privatiser, petit-à-petit, l'école » mais « en complément du travail de fond mené au quotidien par les enseignants, des interventions externes courtes peuvent avoir un impact durable⁵ ». Et pour



enrober ces objectifs d'une pseudo-bienveillance éducative, l'association intervient gratuitement dans les établissements... Mais alors, d'où proviennent les financements ?

La plaquette distribuée par Énergie Jeunes demeure discrète sur ses investisseurs. On retrouve, pêle-mêle, des particuliers, des « donations de fondations et d'entreprises citoyennes publiques, privées et mutualistes », la taxe d'apprentissage et des « financements publics ». Or, de quelle gratuité parlons-nous, si ces investissements publics proviennent de l'argent public, c'est-à-dire des impôts payés par les citoyens ? D'autant plus que les donations privées permettent aux entreprises de défiscaliser une partie de leurs revenus. C'est un message clair du Medef :

« Citoyens, nous utilisons votre argent pour payer moins d'impôts et, en plus, on vient formater vos enfants à l'esprit d'entreprise ». Car c'est bien le Medef qui investit ainsi dans nos écoles puisque nous retrouvons, en soutien à Énergie Jeunes, des entreprises comme EDF, L'Oréal, Nestlé, Orange, Groupe Renault, Veolia, BNP Paribas⁶.

Dernier aspect du fonctionnement de l'association : ses volontaires qui viennent directement intervenir dans nos classes. Qui sont-ils ? Là encore, une nébuleuse d'individus dispense le message d'Énergie Jeunes, d'une part des « bénévoles, retraités ou travailleurs indépendants » mais également des salariés d'entreprises⁷ ». Nous apprenons d'ailleurs que ces derniers interviennent en tant que détachés ou actifs sur leur temps de travail. On retrouve aussi des Volontaires en Service Civique, autrement dit des jeunes de moins de 25 ans clairement sous-payés. Ce sont ces trois types de personnes qui interviennent sur le terrain avec les élèves. Se pose alors la question de leur légitimité. En effet, si l'association se targue de s'appuyer sur des études en sciences de l'éducation, en sociologie, en sciences cognitives⁸, les véritables professionnels, expérimentés et formés, avec une vraie connaissance du terrain, ce sont avant tout les professeurs.

Moins d'État, plus de privé... une école au service de l'économie

Ce qui peut sembler paradoxal, c'est le large soutien du gouvernement à l'intrusion de l'entreprise dans l'école. Retenons ces propos de Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Éducation nationale, le 2 octobre 2014 à la Troisième convention Énergie Jeunes : « Vous arrivez à convaincre les élèves qu'il est possible de faire prévaloir la détermination personnelle sur le déterminisme social. Ça résume tout : c'est notre sujet, c'est notre enjeu, c'est notre défi en France, dans notre école républicaine⁹ ». Quelle façon sournoise de la part de nos politiques de se déresponsabiliser face à leur manque d'action pour lutter contre ce déterminisme social qui impacte tant l'école française¹⁰ !

Enfin, une question se pose : sommes-nous prêts, nous, professeurs de l'Éducation nationale, à nous laisser évincer par les intérêts économiques des entreprises ? Car c'est là tout le sens de leur démarche. Ce qui se cache en filigrane derrière leurs interventions, c'est une critique profonde de l'école unique, mixte, qui lutte avec bien peu de moyens contre les inégalités

sociales. En recourant de plus en plus à des fondations, l'État se désengage de l'action publique d'éducation pour la laisser aux mains du privé. C'est un regard accusateur et méprisant de l'État pour le travail des professeurs, taxés de réfractaires à l'innovation et dont les méthodes pédagogiques sont souvent jugées obsolètes. Or, si les professeurs ne servent à rien, autant s'en passer. Après tout, ces derniers coûtent bien trop cher à une époque où l'État veut faire des économies sur le service public. C'est également un grave manquement à la neutralité de l'école qui ne doit pas l'être uniquement à l'égard des religions mais aussi du monde économique¹¹.

L'idéologie ainsi véhiculée par Énergie Jeunes est celle de l'individualisme, de la compétition, du mérite. C'est celle où la vision de la réussite ne passe que par la profession que l'on exerce. Ce sont les mêmes valeurs prônées par le président Macron et son gouvernement pour un projet de société qui est le leur, soit un projet de société au service des



plus riches. Pour une autre société, plus équitable, il est impératif de développer une école de l'entraide, de la solidarité, une école où l'émancipation et la réussite ne passent pas uniquement par le travail

mais également par le savoir et la culture. Et dans ce projet-là, Énergie Jeunes n'a pas sa place au sein de nos écoles. ■

NOTES

¹ <http://eduscol.education.fr/cid76883/energies-jeunes.html> (consulté le 5 décembre 2018).

² et ³ Extrait du diaporama projeté par Énergie Jeunes pour les classes de 5e, disponible à la page 14 du support pédagogique distribué aux enseignants pour l'année 2018-2019.

⁴ et ⁵ Éditorial de Philippe Korda dans le support pédagogique Enseignant d'Énergie Jeunes pour l'année 2018-2019.

⁶ <https://energiejeunes.fr/nos-partenaires/> (consulté le 5 décembre 2018).

⁷ Extrait du support pédagogique destiné aux enseignants pour l'année 2018-2019, p. 34.

⁸ cf. Support pédagogique Enseignant 2018-2019, p. 5.

⁹ Cité dans Langlois Pascal, « Énergie jeunes, la pédagogie externalisée », in *L'école en Marché*, N'autre école – Q2C, n°8, pp. 60-61, printemps 2018.

¹⁰ Étude PISA 2013, dont les conclusions ont été présentées par Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, en conseil des ministres, le 4 décembre 2013 et dont le communiqué est disponible au lien suivant :

<http://www.education.gouv.fr/cid75515/communication-en-conseil-des-ministres-les-resultats-de-l-enquete-pisa.html> (consulté le 5 décembre 2018).

¹¹ « Énergie Jeunes : pourquoi nous refusons de participer à cette opération », SUD Éducation 13, 2 octobre 2015.

<http://www.sudeduc13.ouvaton.org/spip.php?article1091> (consulté le 5 décembre 2018).

Après les élections, la lutte continue !

Hélène Molin



Voici les résultats de SUD éducation dans le Languedoc-Roussillon :

- Nous conservons notre siège en CAPA certifié-e-s, l'Hérault conserve son siège en CAPD et au CTSD.

- Nous ne parvenons pas à retrouver notre siège au CTA perdu en 2014.

- Nous ne gagnons pas de siège dans les CAPD et CTSD du Gard et des Pyrénées-Orientales où nous présentions des listes en CAPD.

Mais nous gagnons un siège en CAPA ATEE, un siège à l'Université de Montpellier et un siège à l'Université Paul-Valéry !

Pour SUD éducation au niveau national :

SUD éducation n'a pas retrouvé son siège au CTMEN. C'est donc une défaite électorale qui aura encore quatre ans de plus des conséquences sur nos droits syndicaux et nos capacités d'action.

Cependant, dans certaines académies, SUD gagne des élu-e-s malgré les difficultés liées à la perte du siège en 2014. Notre projet d'école et le syndicalisme de lutte ont donc toujours une audience, même dans une période défavorable.

Les grands équilibres de 2014 n'ont pas changé, la répartition des sièges au CTMEN entre les

différentes organisations reste la même. Le syndicalisme d'accompagnement, comme le syndicalisme réactionnaire et corporatiste se maintiennent ou progressent. Force est de constater que globalement le syndicalisme de lutte n'y gagne pas suffisamment.

Le vote électronique a une nouvelle fois été un fiasco, avec une multiplication des problèmes techniques. Nous constatons également qu'il a favorisé la participation de la hiérarchie au détriment des précaires et des personnels en général. Nous continuons donc à revendiquer le retour à un vote à l'urne.

Face à un gouvernement qui attaque toujours plus nos statuts et nos conditions de travail, qui détruit petit à petit l'école publique, c'est bien l'opposition aux réformes en cours qui l'emporte auprès des personnels avec un vote majoritaire pour la FSU, la CGT, FO et SUD.

Les élections sont derrière nous, construisons donc à présent la mobilisation contre les réformes Blanquer ! SUD éducation et son union syndicale Solidaires seront pleinement engagés dans la construction du rapport de force face au gouvernement, soyez en sûr-e-s ! ■

« Voilà une classe qui se tient sage » !

Marc Anglaret

RÉPRESSION
POLICIERE



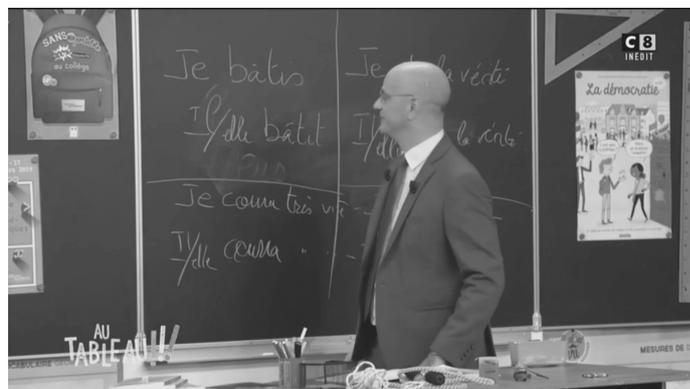
Vous avez très probablement vu ces images. Jeudi 6 décembre, à Mantes-la-Jolie (78), suite à des incidents survenus près du lycée Saint-Exupéry, plus d'une centaine de jeunes, peut-être 150, ont été interpellés dans des conditions qui ont suscité, à juste titre, une vague d'indignation politique et médiatique. Selon deux journalistes présents sur place, les jeunes ont été maintenus à genoux pendant quatre heures environ (entre midi et 16 heures), pour certains menottés, les autres les mains sur la nuque : les policiers n'avaient pas assez de paires de menottes ; c'est confirmé, le manque de moyens ne touche pas seulement l'Éducation nationale. Les enseignant-e-s devraient d'ailleurs avoir droit à des stages de formation pédagogique chez les policiers, puisqu'on entend dans la vidéo l'un d'eux qui affirme, devant les jeunes à genoux : « Voilà une classe qui se tient sage ! ». L'un de ses collègues est moins sarcastique, mais plus vigilant : « On lève pas la tête, on regarde droit devant ! »

Pourquoi avoir maintenu ces jeunes à genoux aussi longtemps, dans de telles conditions ? Les policiers étaient en sous-nombre et attendaient des renforts afin de pouvoir procéder aux arrestations, affirme la police.

Jean-Michel Blanquer a dû avouer le lendemain sur France Inter : « Quand j'ai vu ces images moi-même, j'ai évidemment été choqué ». Mais un bon ministre de l'Éducation nationale est un bon pédagogue. En novembre dernier, notre ministre était l'invité de l'émission « Au tableau » sur la

chaîne de télévision C8. Ayant subi une interrogation surprise au cours de laquelle il conjugua « je couru » et « il / elle courra » au passé simple, il fit un touchant éloge des vertus de l'erreur. Répondant aux questions du journaliste de France Inter, il est à nouveau pédagogue : « Vous parlez, vous les journalistes, de l'éducation à l'image. Nous en parlons aussi à l'Éducation nationale. Il faut faire très attention aux images découpées ». Il faut « remettre les images dans leur contexte », explique-t-il. C'est également le discours de Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, lors d'une conférence de presse, le 7 décembre également : « Les images sont dures mais il est important de les replacer dans un contexte ».

Selon nos gouvernants, il y a donc en France, aujourd'hui, un « contexte » qui justifie que des êtres humains soient agenouillés et humiliés par des policiers pendant quatre heures. Nous sommes rassurés. ■



J.-M. Blanquer, aussi conciliant avec la police... qu'avec la conjugaison !